

Administration et Rédaction :  
1303, 4ème Avenue Ouest  
Prince-Albert, Sask., Téléphone 2964

Abonnement :  
Un an, Canada - \$1.50  
Un an, Étranger - \$2.00

A.F. AUCLAIR, O.M.I., Directeur

# LE PATRIOTE

## DE L'OUEST

Le seul journal français de la  
Saskatchewan

Organe des Catholiques de langue  
française du Nord-Ouest

Paraissant tous les mercredis

NOTRE FOI! NOTRE LANGUE!

8ème Année

PRINCE-ALBERT, SASK., MERCREDI 25 DECEMBRE 1918.

No. 42

## La nouvelle position du français

La modification de l'article 177 de la Loi des Écoles de la Saskatchewan crée une position nouvelle à l'enseignement du français dans notre province.

La question qui se pose tout de suite dans l'esprit de tous nos compatriotes, ceux de l'Est aussi bien que ceux de l'Ouest, est de savoir si nous avons gagné ou perdu quelque chose au changement.

C'est une question qu'il faut envisager froidement à la lumière de toutes les circonstances avant de pouvoir se prononcer.

Il faut dire tout d'abord que dans l'état d'exaltation de l'opinion publique soulevée par le fanatisme, aveuglée par l'ignorance et les préjugés, on pouvait s'attendre à tout. Ceux qui ont dirigé la campagne contre l'enseignement des langues non-anglaises englobaient tout aussi bien le français que les autres langues dans leur réprobation. L'amendement du chef de l'opposition est là qui en témoigne. On peut même dire sans exagération, que c'est surtout au français que l'on en voulait dans les loges orangistes d'où est parti le mouvement.

Nous avons déjà dit que nous étions nettement opposés à la suppression des privilèges, restreints d'ailleurs, que la loi scolaire concédait aux diverses langues étrangères parlées par nos concitoyens d'origine européenne. Le multilinguisme mettant toutes les langues sur le même pied au Canada, est certainement une chose déraisonnable, mais il est clair que l'école de la Saskatchewan, telle que constituée, pourvoyait amplement à l'enseignement de l'anglais comme langue commune.

Dans l'ordre parfaitement rationnel et conforme à la nature comparative du Canada, la langue commune au Canada devrait être double: française et anglaise. Il s'ensuit donc que le français et l'anglais devraient être partout sur le même pied dans toutes les provinces. Mais entre ce qui devrait être et ce qui est, chacun sait l'abîme qu'il y a à combler.

Pourtant l'union complète des deux races fondamentales du pays n'est possible qu'à ce prix. Faudra-t-il toujours désespérer que le temps ne parvienne à résoudre ses problèmes? L'auteur anglo-protestant du "Task" récemment s'y est attaqué avec autant de talent que d'impartialité. Ses idées font tranquillement leur chemin dans la meilleure partie de l'opinion anglo-canadienne mais la route à parcourir est longue!

Envisager la nouvelle législation en elle-même, d'après ce qui a été dit, on la trouvera bien étroite et bien mesquine. Une année seulement d'enseignement dans la langue maternelle et ensuite une heure de français par jour, à condition encore que la commission scolaire l'exige, c'est bien peu.

Le français, nous le répétons, a les mêmes droits que l'anglais dans notre pays. C'est ce principe qui devrait être à la base de toute la législation scolaire dans chaque province. En fait que voit-on? Seule la province de Québec a l'esprit assez large pour donner une pleine mesure de justice et rester fidèle à l'esprit sinon à la lettre de la Constitution. Partout ailleurs on nous place dans une position d'infériorité, pour l'unique raison, très prussienne, que nous ne sommes qu'une minorité. Cet état de choses durera tant que la majorité ne sera pas convertie à des idées plus justes et plus larges, à l'idée véritablement canadienne.

C'est dire combien en thèse absolue nous ne pouvons pas nous contenter de savoir et combien nous devons travailler encore à éclairer l'opinion anglaise, à démolir les préjugés invétérés, pour qu'un jour enfin, justice complète nous soit rendue. La tâche est herculéenne. Elle ne doit pas cependant décourager des cœurs vaillants. Nous devons continuer à lutter sans défaillance. Il a fallu quatre années de guerre pour refouler les Allemands; il en faudra bien davantage pour faire disparaître de la mentalité anglo-canadienne toute trace de ce préjugé qui la domine et dont la plupart du temps elle ne se rend pas compte.

Maintenant si l'on compare la nouvelle législation scolaire à l'ancienne, on peut dire qu'en pratique la position du français reste sensiblement la même. Il est vrai que le "cours primaire", si mal défini jusqu'ici, est réduit à une année, mais d'autre part le français, sur la recommandation des commissaires, peut s'enseigner une heure par jour dans tous les grades. Comme matière de classe officiellement reconnue, les inspecteurs devront en tenir compte et ne devront plus plaquer cet enseignement sur le même pied que celui des langues étrangères. Logiquement aussi le gouvernement devra pourvoir à la formation d'un personnel d'instituteurs bilingues et c'est un point sur lequel il sera bon d'insister.

Toute imparfaite que soit la loi, aujourd'hui comme hier, nous pouvons encore en tirer parti et nous croyons que le devoir de l'heure présente est d'en tirer tout l'avantage possible.

Tout en regrettant que notre conception de l'idéal canadien, de ce qui devrait être, ne soit pas partagée par la majorité de nos concitoyens, nous ne serons pas des pessimistes qui se contentent de gémir, mais nous serons des hommes d'action, conscients de toutes les réalités, sachant que le travail le plus fastidieux, mais le plus efficace et le plus nécessaire, sera de faire de la lumière autour de nous et de vaincre l'erreur par la pénétration patiente de la vérité.

Il faut proclamer ici que si nous n'avons pas tout perdu dans la tourmente, si nous avons même gagné du terrain sur certains points équilibrant à peu près les pertes sur d'autres, nous le devons à ce travail patient, souvent ignoré, mais profondément utile. Si la loi n'est autre chose, on ne pourra s'empêcher de remarquer que les discours qui l'ont appuyée et l'attitude générale de la chambre démontrent qu'il y a quelque chose de changé dans la mentalité anglo-protestante,

au moins chez l'élément dirigeant, et c'est un changement pour le mieux. C'est là certainement un sujet de réconfort.

La nouvelle position du français, et nous entendons par là une position un peu plus avantageuse, nous la trouvons non pas autant dans le texte même de la loi que dans l'esprit qui l'inspire et les circonstances qui l'entourent. Position précaire et fragile, diriez-vous? J'en conviens, mais que vaudraient aussi les meilleures lois sans la réforme de la mentalité générale puisque c'est celle-ci qui conditionne les lois sous notre régime démocratique? On n'a qu'à lire les principaux discours prononcés dans ce débat mémorable sur la question du français et les comparer avec ceux de la Convention de Saskatoon en février dernier pour se rendre compte du chemin parcouru. Il s'y est dit de la part de purs anglo-protestants des choses très importantes avec un accent nouveau, dont les échos se prolongeront dans toutes les parties de la province. Ces vérités sont de nature à provoquer une réaction salutaire dans les meilleurs milieux.

L'exception faite en faveur du français apparaît même aux esprits les plus obtus comme une conséquence nécessaire du fait que cette langue ne peut être considérée comme langue étrangère au Canada et qu'elle a des droits qui lui sont propres. C'est là, nous l'espérons, un certain achèvement, une orientation tout au moins vers la reconnaissance des droits égaux du français à celui de l'anglais, reconnaissance qui serait toute naturelle chez une mentalité parfaitement éclairée.

A.F. AUCLAIR, O.M.I.

## La question du français au Parlement

**Le français a les honneurs de deux journées parlementaires, les plus brillantes qu'on ait jamais vues à la Législature provinciale — Plusieurs orateurs exposent la situation historique du français — Le chef de l'opposition se prononce contre notre langue — Pourquoi M. Motherwell a démissionné — M. Latta expose le principe britannique sur la question des nationalités et le droit des Canadiens français à leur langue — M. Dunning démasque le chef de l'opposition et plaide eloquemment notre cause — Une débandade dans les rangs de la gauche — L'amendement McLean contre le français n'obtient que quatre voix — M. Langley ridiculise les Orangistes.**

(De notre envoyé spécial)

Régina, 20 décembre.

Le débat sur la question des langues, si impatiemment attendu, a pris une ampleur que l'on pouvait prévoir, mais qui a cependant dépassé tout ce que l'on en attendait. Cette fameuse question des langues est devenue simplement, devant la Chambre, la question du français. Les journées des 18 et 19 décembre resteront parmi les plus mémorables dans les annales parlementaires de la province.

L'amendement de M. Martin, présenté le 17, a subi sa deuxième lecture le lendemain. Le premier ministre a prononcé un discours qui passe pour un des meilleurs de sa carrière.

*Les écoles séparées intangibles.*

M. Martin commence par déclarer énergiquement que la question des langues n'a aucun rapport avec le système des écoles séparées. On a demandé au gouvernement d'abolir le système des écoles séparées. C'est impossible. Ni le gouvernement, ni la législature, ni même le parlement fédéral ne peut le faire. Les droits de la minorité, qu'elle soit catholique ou protestante, ne peuvent être retranchés. La constitution accordée aux Territoires et aux provinces garantit les droits de la minorité.

On a beaucoup exagéré la situation dans nos écoles au point de vue des sentiments des élèves de naissance étrangère. M. Martin reproche à la presse de Toronto ses faux rapports à ce sujet. Elle ferait mieux, dit-il, d'appliquer la loi scolaire dans l'Ontario que de s'occuper des affaires de la Saskatchewan. On enseigne encore l'allemand dans certaines écoles de l'Ontario et on lui donne même la préférence sur le français.

D'après notre premier ministre, la Saskatchewan n'a pas de système bilingue, mais un système national. Elle possède actuellement 17 écoles privées seulement, tandis qu'aux États-Unis, deux millions d'élèves vont à des écoles privées

où l'on enseigne la langue allemande.

Je n'ai jamais pu voir, continue M. Martin, ce que la devise: "Un drapeau, une langue!" avait à faire avec l'Empire britannique.

L'Empire, assurément, n'a qu'un drapeau, mais on n'a jamais cherché à avoir qu'une langue. Dans les différents pays conquis par la Grande Bretagne, on parle les langues les plus diverses. Un grand nombre de ces sujets britanniques ne parlent pas l'anglais et cependant personne ne songe à mettre en doute leur loyauté.

*Le français et sa position historique.*

Pour ce qui regarde le français, M. Martin reconnaît que ses privilèges se trouvent réduits. Ces privilèges datent de l'époque du gouvernement des Territoires et il se serait injuste de traiter la population française de la province comme la population étrangère. On ne veut envisager ce problème du point de vue des extrémistes, car il faut considérer la position historique du français. Toute intolérance doit être éliminée. Les Français ont été au Canada avant les Anglais; leur position est celle d'un peuple conquis ou cédé. Le gouvernement, pour agir honnêtement avec eux, doit donc suivre l'exemple de la Grande-Bretagne. L'acte de l'Amérique britannique du Nord autorise d'ailleurs l'usage du français au parlement fédéral et dans les cours du Canada comme langue officielle. Nous avons une nationalité double dans ce pays et notre but doit être de créer une meilleure entente entre les deux grandes races.

Dans un aperçu historique des Territoires, M. Martin montre que les Français, alors qu'ils formaient la majorité, ont été tolérants à l'égard de l'élément anglais. Celui-ci leur doit les mêmes égards aujourd'hui qu'ils sont devenus la minorité.

Le gouvernement ne veut pas traiter cette question d'un point de vue purement provincial. C'est une question d'importance nationale.

Les Français ont été les pionniers du pays. Ils ont exploré les lacs et les rivières bien longtemps avant que les colons anglais aient jamais songé à venir s'établir sur nos terres de l'Ouest. Il n'y a pas de récits plus magnifiques de la vie canadienne que ceux qui relatent les exploits des premiers missionnaires français du Canada.

L'unité est nécessaire, mais jamais l'intolérance ne nous donnera l'unité parmi notre population.

Ce problème doit être résolu comme l'aurait fait la Grande Bretagne. L'Allemagne a forcé les pays qu'elle a conquis à adopter la langue allemande, mais elle n'a pas fait pour cela des Allemands de la population conquise. M. Martin pense que l'Angleterre, si elle s'était trouvée en face du même problème, aurait accordé aux Canadiens français des privilèges plus étendus que ceux que lui donne la loi actuelle.

Après avoir dénoncé les agitateurs de Québec et de l'Ontario, qui sont une menace pour le Canada, M. Martin termine par ces mots: "Si je puis faire quelque chose pour amener l'unité parmi les deux grandes races de notre population, j'estimerai que ma vie, comme homme public, n'a pas été vaine."

*Le chef de l'opposition se prononce nettement contre le français.*

M. McLean, chef de l'opposition, prend la parole immédiatement après M. Martin. Il commence par se défendre de vouloir faire de la politique sur cette question des langues; il admet qu'elle n'y rien à voir avec les écoles séparées. Le seul point qu'il attaque dans la loi proposée par le gouvernement, c'est ce qui a trait à l'enseignement du français.

D'après M. McLean, le gouvernement ne va pas assez loin pour satisfaire les désirs de la grande majorité de la population et suivre les recommandations du Dr Focht et du Dr Anderson qui favorisent l'abolition du multilinguisme à l'école.

S'il est jugé bon, déclare-t-il, de supprimer les autres langues, telles que le ruthène, l'allemand, pourquoi faire une distinction au sujet du français?

Cependant M. McLean assure qu'il n'obéit à aucun sentiment d'intolérance ni de malice vis-à-vis des Franco-Canadiens. Il ne veut pas être intolérant à leur égard, pas plus qu'à l'égard des autres, mais il est convaincu qu'une langue, une seule langue doit être le programme du gouvernement. La population de la province, ou tout au moins la grande majorité d'entre elle pense que telle est la ligne à suivre et en fin de compte, on devrait s'en rapporter au bon sens de la masse.

Le gouvernement fait quelque chose, mais pourquoi s'arrête-t-il en chemin? On s'occupe du petit Franco-Canadien, mais que fait-on pour le petit Scandinave et les autres enfants étrangers qui ne comprennent pas l'anglais? Si le gouvernement était logique, il appliquerait le même remède à toutes les classes d'enfants et ne ferait pas une distinction pour ceux des Canadiens français. Le français est bien, il est vrai, la langue de la diplomatie, mais la Saskatchewan ne vise pas à préparer une récolte de diplomates.

Les Franco-Canadiens sont exactement dans la même position que les autres peuples de la province dont les langues sont exclues. Le français n'est pas langue officielle dans la province et n'a pas de droits constitutionnels. Il est officiel seulement dans Québec, à la Chambre des Communes et dans les cours.

Ce bill repose-t-il sur une raison historique? Si oui, le français a droit au même nombre d'heures à l'école que l'anglais et est exactement dans la même position. Cela ne peut être. La seule raison est celle donnée dans la loi: l'enfant ne comprend pas l'anglais. Ce n'est pas là une raison pour accorder un traitement de faveur au français.

Adopter ce bill, continue M. (suite à la deuxième page)

## LE DEVOIR DE L'HEURE

La Saskatchewan School Trustees Association a fixé au 22 janvier la date de la convention annuelle. Ceci nous a valu plusieurs questions: "Devons-nous nous rendre à cette convention? Annonçons-nous une convention des Commissaires d'école franco-canadiens? Où et quand?"

—Non, nous ne devons pas, nous ne pouvons pas nous associer, ne fût-ce que pour quelques minutes, et avec les meilleures intentions du monde, aux délibérations d'une assemblée dont le cri de race est la seule préoccupation, aux délibérations d'une assemblée qui se prépare à répéter à Régina les scènes qui se sont déroulées à Saskatoon, en les accentuant peut-être encore.

Cette décision est le vœu unanime de ceux qui ont assisté à l'explosion du fanatisme qui a rendu si tristement célèbre la convention de 1918; elle doit être maintenue. La situation est grave; nous devons envisager et pour en revenir à la question qui nous occupe, le premier de nos devoirs est de nous abstenir d'assister à la Convention de la "Saskatchewan School Trustees Association". Nous y rendons, dans les circonstances présentes constituerait une trahison.

Ceci répond à la première question... Maintenant aurons-nous une convention des Commissaires d'école Franco-Canadiens, où et quand? —Qui, nous aurons notre convention; tous nos districts devront s'y faire représenter. La date et le lieu seront fixés par le Comité provisoire, et annoncés en temps voulu dans le "Patriote".

Cette convention aura une extrême importance. Des questions excessivement sérieuses y seront débattues. Nous aurons à étudier la situation qui nous est faite par le rappel de l'ancienne clause 177; à examiner les moyens à prendre pour tirer le meilleur parti possible des textes nouveaux qui vont être mis en vigueur.

Si le fait de se rendre à Régina

le 22 janvier, constituerait une faute très grave; le fait pour un district franco-canadien de ne pas se faire représenter à la Convention de nos Commissaires constituerait dans les heures angoissantes que nous vivons un stigmate.

Nous rappellerons pour ceux qui ne le sauraient pas, que l'Association des Commissaires d'École Franco-Canadiens a les mêmes droits que la Saskatchewan School Trustees Association qui n'a aucun caractère officiel.

Chaque district a le droit de se faire représenter à notre Convention par un délégué et de payer ses dépenses.

Pour répondre aux demandes qui nous ont été faites; nous reproduisons ci-dessous l'article 111 de la Loi des écoles:

—"La commission peut faire une dépense d'au plus \$2 par membre par année pour faire partie d'une association de commissaires quelconque organisée dans la province, et subordonnée à l'approbation des contribuables à l'assemblée annuelle, peut nommer l'un d'entre eux pour assister à une convention de commissaires et peut payer ses frais de voyage et d'entretien durant son absence à cette convention."

Nous reviendrons un temps à l'heure sur cette question, mais dès à présent, au nom de tous ceux qui s'intéressent à la conservation de la langue des Champlain, des DuRoi, des Maisonneuve, et des LeVerendrye, langue qui est aussi celle des Foch, des Pétain, et des Castelnau, nous tenons à lancer un vibrant appel à tous nos commissaires d'école, afin que sans tarder ils s'organisent en vue de se faire représenter à la convention de l'Association des Commissaires d'École Franco-Canadiens.

C'est un rendez-vous d'honneur auquel nous les convions; tous y seront présents; c'est le devoir de l'heure.

Raymond DENIS.

Secrétaire du Comité provisoire  
Ass. des Commissaires d'École  
Franco-Canadiens

## La question des langues au Parlement

Un parlementaire anglais disait un jour: "J'ai entendu quelques milliers de discours dans ma vie. Quelques-uns m'ont fait changer d'opinion, aucun d'eux ne m'a fait changer mon vote". Heureusement que le plus grand nombre des députés de notre Législature provinciale ont eu une mentalité plus droite, une conscience plus honnête.

Il est certain que plusieurs d'entre eux sont arrivés à Régina, pour l'ouverture de la Session, avec la ferme détermination de voter contre l'enseignement de toute autre langue que l'anglais dans les écoles de la province. Ils avaient subi l'influence de cette campagne aussi ardente que déraisonnable et injuste qui s'est faite, depuis un an surtout, pour tromper le peuple, exciter ses passions, le remplir de préjugés, et pour convaincre ses représentants qu'ils devaient se soumettre au sentiment populaire ou compromettre leur avenir politique.

Ces députés, — même ces ministres du Gouvernement — sont venus à Régina; ils se sont rencontrés; ils ont étudié, discuté cette question délicate sur laquelle ils avaient à se prononcer; ils ont compris que bannir tout à fait le français de nos écoles serait une vraie honte pour la province aux yeux de tous les citoyens du Canada et, dans les circonstances actuelles, une véritable humiliation aux yeux de tout l'Empire Britannique. Ils ont eu assez d'intelligence et de cœur pour mettre de côté l'esprit de parti qui abaisse quelquefois les plus grands hommes jusqu'aux petites personnes du peuple et ils ont cru plus sage d'appartenir à un parti supérieur à tous les partis, celui de la raison, de la vérité, du droit, de la justice.

C'est vrai, quelques fanatiques, aveuglés par les préjugés ou par l'ignorance et de l'histoire et des règles les plus élémentaires de la pédagogie, ont excité nos populations; ils ont fait passer des résolutions contre l'enseignement des langues étrangères dans nos écoles par les conseils municipaux, par les syndicats d'écoles, par les membres des loges orangistes, des Grain Growers et d'une foule d'autres sociétés. Ils ont fait tout ce qu'ils ont pu pour effrayer les ministres du Gouvernement, les députés, pour les convaincre que s'ils ne se rendaient pas à leur demande, ils auraient le vote populaire contre eux.

Nous sommes heureux de le constater et de le publier, les ministres et la grande majorité des députés ont eu confiance dans le



bon sens et l'esprit de justice de leurs électeurs. Ils ont refusé de donner leur assentiment à une loi qui eût été d'une injustice criante, d'une absurdité notoire; ils ont compris qu'il ne faut jamais se flatter de contenter tout le monde des que l'on fait quelque chose et que l'on est quelque chose, que le député, le mandataire du peuple est à l'Assemblée législative pour voter selon les dictées de sa conscience et non pour plaire à des coteries qui semblent incapables de comprendre les délicates circonstances dans lesquelles se trouvent les citoyens d'une province comme la nôtre, qui paraissent vouloir fuir avec mépris et calomnier avec acharnement ceux qui ne partagent pas leur manière de voir.

Le Gouvernement a eu le courage de ne pas tenir absolument compte des menaces qu'on lui a faites, des objurgations qu'il a reçues de tous côtés. Il a proposé une loi qui au moins, reconnaît au français une place à part dans nos écoles, une loi qui montre que notre langue ne doit pas être regardée comme une langue étrangère dans le Canada.

Et il nous fait grand plaisir de voir que l'Hon. Premier Ministre, l'Hon. M. Motherwell, l'Hon. M. Latta et plusieurs autres en Chambre n'ont pas craint d'être en la délicatesse de donner aux députés de toute notre population les raisons pour lesquelles le français doit être sauvegardé et traité avec respect par tous ceux qui sont assez intelligents pour comprendre le devoir qu'imposent les leçons de l'histoire et les exigences de la gratitude.

\*\*\*

L'ancienne loi, d'après l'interprétation que lui donnaient généralement les inspecteurs, permettait, après les deux premières années de classe, d'enseigner le français aux enfants de moins de six heures à trois heures et demie de l'après-midi. La loi qui vient d'être passée donne à l'enseignement du français, non plus une demi-heure, mais une heure chaque jour et aussi longtemps que l'enfant sera dans la classe. De plus, les syndicats, pour faire respecter l'enseignement, sont libres de choisir l'heure qu'ils aimeraient donner à l'enseignement.

Comme la demi-heure de catéchisme peut se faire en français, les enfants auront donc le privilège d'apprendre et d'écouter parler la langue maternelle à l'école durant une heure et demie chaque jour.

Aucune loi permettait un cours primaire en français mais on ne disait pas ce qu'il fallait entendre par ce cours primaire. Cette interprétation de la loi dépendait absolument du Procureur Général qui pouvait à son gré, et suivant ses dispositions plus ou moins sympathiques, décider la signification de ces mots: "Cours primaire."

La loi actuelle ne permet l'usage du français comme langue d'enseignement que dans la première année que l'enfant passe à l'école. Sans doute nous aurions désiré plus que ce que l'on nous accorde; nous pourrions peut-être obtenir plus dans l'avenir, si nous parvenons à faire disparaître les préjugés chez le peuple et à éclairer ceux qui le représentent au Parlement; mais avec ce qui leur est donné, nos enfants pourront encore apprendre la belle langue de leurs ancêtres; il ne tiendra qu'à eux de la conserver tout en apprenant et en sachant l'anglais dont nous comprenons tous l'utilité — même la nécessité — dans une province comme celle-ci.

Nous savons les obstacles auxquels le Gouvernement a eu à faire face et qui ont pu le faire hésiter un peu; dans d'autres circonstances il eût voulu et il eût pu faire plus. On peut lui assurer qu'en reconnaissant ainsi au français un droit que les législateurs doivent respecter, il a mérité la confiance et le respect de tous les citoyens bien pensants de la province, il a donné un bon exemple aux autres provinces du Dominion.

Il est facile de deviner le rôle important qu'a dû jouer l'Hon. M. Turgeon dans la rédaction de cette loi, comme il nous est agréable de constater le respect dont l'entourent ses collègues. Tous admettent chez notre compatriote le talent facile, l'intelligence des sujets les plus divers, cet esprit qui semble jaillir de la merveilleuse propriété qu'ont certains corps de faire la lumière; et aussi ce langage facile, aisé, abondant qui est le respandissement d'une pensée toujours nette. L'Honorable procureur général donne ici dans la province une idée juste de la belle formation intellectuelle que reçoivent les enfants et les jeunes gens dans les collèges de la Province de Québec.

CANADIEN

(Suite de la 1<sup>re</sup> page)

McLean, c'est simplement introduire le bilinguisme dans la province. La Saskatchewan se trouve devant le même problème que l'Ontario en 1885, avec cette différence que l'Ontario a autorisé l'enseignement du français et de l'allemand, tandis qu'ici la faveur n'est accordée qu'au français.

Nous avons devant nous l'expérience de l'Ontario, qui devrait nous être un grand avertissement. Le chef de l'opposition rappelle la dénonciation du système d'école bilingue de l'Ontario faite par le Mgr Fallon et prônée de semblables critiques si la loi est adoptée. Il vaute, au contraire, l'attitude du gouvernement Norris, au Manitoba. Celui-ci ne s'est pas arrêté à des demi-mesures; il a réglé définitivement la question bilingue et a imposé l'anglais seul dans les écoles.

La mesure actuelle du gouvernement Martin, d'après M. McLean, est simplement un compromis. Cette question, la plus grande de cette session, a été soumise devant cette assemblée législative, doit être réglée immédiatement. Nous devons nous placer devant les faits et profiter de l'expérience des autres provinces. Nous devons faire ce qui est clairement notre devoir et ce que nous recommandons la grande majorité de notre population. Cette mesure n'apportera pas une solution à la question des langues, mais ne fera que la retarder.

Les critiques de

M. Motherwell

M. Motherwell, qui succède au chef de l'opposition, fait d'abord allusion à une interview donnée à Calgary par le capitaine McKinnon, chapelain de l'armée canadienne, qui déclare que le fran-

çais doit être banni des écoles de la Saskatchewan à cause de l'attitude de Québec pendant la guerre. On se rappelle les paroles de l'honorable Walter Scott avec ce petit air protestant, autrefois de Regina, que ses ouailles finirent par expulser et qui dut s'enrôler de l'épée.

L'ex-ministre de l'Agriculture dit ensuite qu'il attendait davantage du rapport du Dr Foght qui recommande un système d'écoles approprié aux éléments très divers bilingue de la population de la province. Ceci est dû principalement à ce que cet homme n'a pas pris à temps des mesures pour régler la question à aspects multiples et à la campagne artificielle de lettres adressées aux députés dans une but politique. De plus, nous avons vu des articles de journaux incendiaires sur ce sujet, et c'est ainsi qu'on a réussi à échauffer les esprits.

C'est été assurément une grosse faute, poursuit M. Motherwell, d'enlever actuellement à nos concitoyens canadiens-français de la Saskatchewan aucun des privilèges dont ils jouissent depuis trente ans ou plus. C'est été une erreur, non seulement du point de vue provincial, mais aussi du point de vue national; car les meilleurs es-

prits de chez nous qui ont étudié la question s'opposent à ce qu'on retranche quoi que ce soit aux Franco-Canadiens de ce qu'ils ont possédé à l'école si longtemps, au moment où se termine heureusement le terrible conflit qui a bouleversé le monde. Du point de vue national, c'est été une faute; car nous aurions vu probablement la répétition des troubles qui ont eu lieu dans l'Ontario il y a quelques années, lors du fameux règlement XVII. C'est été également une erreur du point de vue international, au moment précis où la France et la Grande-Bretagne se sont jetées dans les bras l'une de l'autre, par suite de la guerre. On aurait pu aussi éviter toute controverse sur la question scolaire en en confiant la solution à une faculté non politique de notre université, au lieu de la traiter d'une façon politique, comme on l'a toujours fait et comme on le fait encore en ce moment.

Pourquoi l'ex-ministre de l'Agriculture a-t-il dit cela? M. Motherwell apprend à la Chambre que la raison dernière qui l'a poussé à démissionner comme ministre de l'Agriculture est le bill actuel sur la loi des écoles. Ce bill a subi depuis des changements substantiels au sujet de la langue française, de sorte qu'il peut maintenant l'approuver. L'orateur donne lecture de la première version proposée par le ministre, laquelle ne mentionnait pas l'enseignement du français pendant la première année, et ajoute: J'avais adopté comme principe de ne soutenir aucune législation qui enlèverait l'ombre d'un cheveu aux droits de la population française, en ce temps sérieusement critique, non seulement dans l'histoire de la province, mais dans l'histoire du Canada et des pays alliés. Rappelons-nous que Foch est un Français.

Laissez-moi le répéter: j'ai démissionné parce que M. Martin proposait, dans son premier projet, de supprimer la première année d'enseignement en français; il l'a ajoutée ensuite.

L'amendement du chef de l'opposition est secondé par M. Fraser, qui se dit un partisan convaincu du principe d'une langue unique à l'école et n'admet pas qu'on fasse une distinction pour le français.

M. Sykes, député de Swift Current, se voit obligé d'être en opposition avec M. Martin. Il pense que c'est la première faute commise par notre ministre de l'Éducation, depuis qu'il est à la tête du gouvernement. Personnellement, il n'a aucun préjugé contre les Canadiens français, mais l'enseignement de l'anglais seul est indispensable pour obtenir l'unité au Canada.

M. Latta expose le principe britannique sur la question des nationalités.

L'honorable S. J. Latta, ministre des chemins de fer, prononce à son tour un très important discours, plein d'idées et de faits. Ayant enseigné pendant près de 25 ans dans une école publique, dont six ans dans une école fréquentée par de petits Allemands, il peut parler avec expérience des choses de l'éducation.

L'histoire de la Grande-Bretagne, dit-il, nous convainc de la futilité de tout effort tendant à donner tout le monde dans le même moule. Nous devrions plutôt reconnaître le principe britannique pour sa part à former le caractère composite de la future nation canadienne. Il vaut mieux capitaliser ce qu'il y a de bon dans chaque accentuer les préjugés et les différences. Que nous le voulions ou non, l'évolution de l'histoire canadienne sera semblable à celle des Îles Britanniques.

La langue joue sans doute un rôle important au point de vue national, mais elle ne constitue pas un élément indispensable d'unité. M. Latta apporte à l'appui de sa thèse des statistiques intéressantes. En 1900, il y avait dans le pays de Galles près d'un million d'habitants parlant le gallois et l'anglais. Environ 280.000 parlaient uniquement le gallois. La moitié des enfants, à leur entrée à l'école, parlaient seulement le gallois. Depuis 30 ans, plus de 10.000 livres ont été publiés en gallois. En Écosse, plus de 200.000 personnes sont bilingues, c'est-à-dire parlent l'anglais et le gaélique, et plus de 28.000 parlent seulement le gaélique. En Irlande, plus de 600.000 personnes parlent l'anglais et le gaélique et plus de 20.000 le gaélique seulement. Dans les Îles Normandes, le français est officiel, mais l'anglais est enseigné et tout le monde sait pour ainsi dire les deux langues. Dans l'Inde, de trois cent millions parlent deux cents langues différentes et pratiquent cent religions différen-

tes. L'Empire britannique embrasse un cinquième de la surface du globe et un quart de toute la population du monde. Sur ce nombre, un peu plus de cinquante millions sont de descendance européenne; le reste, 350 millions, ne connaît pas l'anglais. Dans toutes les colonies, la langue du pays est reconnue officielle au même titre que l'anglais.

Il y aurait certainement avantage à ce que tous aient une langue commune. Aussi a-t-on raison de s'appliquer à donner à chaque enfant la meilleure connaissance possible de l'anglais. Y a-t-il avantage ou désavantage, se demande M. Latta, à parler une langue autre que l'anglais? Il n'hésite pas à répondre que l'homme qui parle deux, trois ou quatre langues est supérieur à celui qui n'en parle qu'une.

Les droits des Canadiens français.

Les droits des Canadiens français à leur langue dans ce pays ne font aucun doute dans l'esprit du ministre des chemins de fer. Les Français ont été les premiers habitants du premier Canada. Leur situation est donc toute différente de celle de nos concitoyens d'origine non anglaise. La Saskatchewan fait partie intégrale du Dominion et la confédération est le résultat d'un compromis en vue de l'unité nationale. Le français est la langue officielle du Dominion et nous ne serions pas justifiables de l'ostraciser simplement parce que nous avons le pouvoir législatif de le faire.

Le bill actuel n'est pas identique à la loi de l'Ontario. Il permet un grade de français seulement, tandis que la loi ontarienne le permet dans tous les grades. Le règlement XVII dit une forme (deux grades) et dans les autres formes avec le consentement de l'inspecteur en chef.

M. Latta passe en revue toute l'histoire du Canada depuis la conquête jusqu'à l'époque de la confédération pour démontrer que Canadiens de langue française et Canadiens de langue anglaise ont toujours lutté ensemble pour assurer l'avenir du pays et que les privilèges accordés aux Canadiens français sont parfaitement justifiés par l'histoire.

Les arguments de l'opposition.

M. W. T. Badger, député conservateur de Regina, parle en faveur de l'amendement McLean. Il rappelle les nombreuses organisations de la province qui se sont prononcées en faveur de l'exclusion des langues autres que l'anglais. Lorsqu'il cite le nom de la "British Citizenship League", M. Martin l'interrompt et lui fait sentir que le président de cette ligue s'est déclaré, au contraire, en faveur du bill du gouvernement. Au nom de l'Association des Grain Growers, c'est au tour de M. Dunning de l'interrompre. Celui-ci demande à l'orateur de lire la résolution des Grain Growers. Or on y recommande de donner aux enfants une bonne connaissance pratique de l'anglais et d'enseigner les autres langues après quatre heures; mais il n'y est pas question de bannir le français, ni même les langues étrangères. M. Badger n'a décidément pas de chance. Il revient à la charge en confessant qu'il n'a jamais eu connaissance que des journaux ou des délégations aient demandé qu'on enseigne le français à l'école. Le bill du gouvernement ne serait-il pas un compromis politique?

— Un compromis avec quoi, avec qui? s'écrie M. Motherwell. M. Badger conclut en suggérant que la question soit soumise au peuple par voie de référendum.

M. Harris Turner, représentant des soldats en France, est aussi en faveur de l'amendement de l'opposition. Il estime que le temps des compromis est passé. Pour lui, l'argument d'après lequel les Canadiens français auraient droit à un traitement spécial est sans valeur; ils sont un peuple cède, c'est vrai, mais l'événement remonte à 150 ans... Domage que les Scandinaves et les Ruthéniens n'aient pas été conquis, eux aussi, il y a quelque cent ans. L'enseignement du français, qui se ferait dans des parties plus ou moins reculées de la province, aurait pour effet d'isoler davantage encore ces pauvres Canadiens français et de leur priver pour eux les bienfaits de l'assimilation. Ces Canadiens français sont d'ailleurs peu nombreux dans la province et il n'y aurait aucun inconvénient à les ignorer.

M. Murdo Cameron, député de Saskatoon, parle brièvement en faveur du bill du gouvernement. Il s'avoue désappointé de ce qu'il vient d'entendre de la bouche du député-soldat retour du front. Pour lui, il est prêt à faire une exception en faveur du français. Il veut que les Franco-Canadiens

(A suivre en 3<sup>ème</sup> page)

ABONNEZ-VOUS AU  
"PATRIOTE DE L'OUEST"  
\$1.50 PAR ANNEE

Dr J. A. CARRISS  
DENTISTE

Edifice Knox, Avenue Centrale  
(Au-dessus du magasin  
Woolworth)  
Anciens bureaux du Dr Swindley

J. M. P. McLEOD  
MAGASIN GENERAL  
ST. LOUIS, SASK.  
Stock complet. Prix très modérés.  
Pâtisseries et produits de la ferme  
achetés aux plus hauts prix. BIEN  
VENUE A TOUS.

Dr ALBERT MATHIEU  
Des Hôpitaux de France et  
d'Angleterre  
ex-Chirurgien-Spécialiste de l'Hôpital  
Militaire West Cliff pour  
les maladies de la tête.  
Spécialiste pour les maladies des  
yeux, des oreilles, du nez, de la  
gorge, et chirurgie plastique de  
la tête.  
413-414, Edifice McALLUM HILL  
REGINA, Sask.  
Téléphones: Résidence 4242  
Bureaux, 4389

PENSIONNAT DE NOTRE-DAME  
DU SACRE-COEUR  
HOWELL, SASK.

dirigé par les  
SISTES de la PROVIDENCE

Cette institution a pour but de donner aux enfants une éducation chrétienne. Le programme scolaire comprend tous les Cours d'études de l'école séparée, en anglais et en français.  
Les petits garçons au-dessous de onze ans y sont admis.  
Pour renseignements particuliers s'adresser à la  
Révérende Mère Supérieure

PENSIONNAT DE ST-LOUIS  
SASK.

Sous la direction des Sœurs de la Providence de St-Brieux (France) est parfaitement organisé pour donner aux enfants GARÇONS et FILLES, un cours élémentaire complet et, si on le désire, un cours supérieur. Les institutrices ont toutes leurs diplômes de Régina. Nous acceptons des pensionnaires, GARÇONS et FILLES, le temps nécessaire pour les bien préparer à leur première communion. On enseigne d'après les méthodes les plus récentes la musique et la peinture. Le chant et l'élocution sont sous la direction d'habiles institutrices. Le pensionnat comme une école bien grande dans l'enseignement. Le prix est très modéré. Confiez-nous vos enfants et nous les formerons à la vertu tout en leur donnant l'instruction nécessaire au succès.  
1-1-19

Collège d'Edmonton  
dirigé par les  
PERES JESUITES

Cours classiques et cours commercial. — Prépare à toutes les carrières: sacerdotale, droit, etc., et conduit à l'immatriculation et aux degrés de bachelier — Prospectus et renseignements: —

Rev. PERE RECTEUR  
Collège des Jésuites  
Edmonton Alberta  
p. 10-2-19

ACADEMIE ET PENSIONNAT  
DE NOTRE DAME DE SION  
PRINCE ALBERT, Sask.

Vous trouverez ici une éducation soignée, un cours d'études complet, une parfaite discipline et un milieu idéal.  
Le cours d'études comprend le cours complet adopté par le gouvernement de la Saskatchewan, de plus:  
Le français est enseigné dans toutes les classes.  
Leçons de musique, de peinture, de dessin, de travaux à l'aiguille, de dactylographie et de sténographie.  
Pour les conditions et autres renseignements s'adresser à la  
Rév. Mère Supérieure  
p. 1-1-21

DRS BOULANGER ET BOISSONNEAULT  
Dr BOLLANGER, M.D., C.M.  
Des Hôpitaux de Paris et de Londres  
Ex-interne de la Maternité — la Méricorde de Montréal  
LABORATOIRE DE RAYONS X  
Bureaux: 10011, Avenue Jasper, près Bureau de Poste  
Téléphones 1832 et 4340

Dr. LAURENT ROY  
des Hôpitaux de Paris  
Spécialité: Maladies de la femme  
12, Canada Life Building  
11<sup>ème</sup> Avenue  
BUREAU  
Téléphone 2545 Résidence, 5407  
REGINA, Sask.

Dr F. Lachance

DES HOPITAUX DE PARIS

CHIRURGIE  
ET MALADIES  
DE LA FEMME

258 1/2, Avenue des Portages  
WINNIPEG, MAN.

Consultations de 2 à 5 p.m.

Visite à l'Hôpital de St. Boniface tous les matins.

Meilleurs remèdes  
et moins cher

Si nos prix n'étaient pas plus bas que ceux des autres il vaudrait encore la peine de venir acheter vos remèdes chez nous.

Notre principe est de ne vendre que des remèdes de première qualité, et tous les nos affaires se maintiennent sur cette base.

De plus, comme nous vendons beaucoup nos remèdes n'ont pas le temps de vieillir.  
Demandez-vous payer plus cher que vous y gagnerez encore plus.  
Vous payez moins cher.

The Rexall Drug Store

Chas. McDONALD  
Pharmacies et Optiques  
Avenue Centrale Prince-Albert



LE VERITABLE ET SEUL  
AUTHENTIQUE,  
MIEUX-VOUS  
DES IMITATIONS.  
VEN-  
DUES  
D'APRES  
LES ME-  
RITES  
DU  
Liniment  
Minard  
Minard's Liniment Co., Ltd.

O'CONNOR & MAHON,  
103, K. C. BLOC, PRINCE-ALBERT, Sask.  
Assurance feu, vie, accidents  
responsabilité d'employés  
Prompt service Employé français

POUR VOS TRAVAUX DE  
NETTOYAGE et de TEINTURE,  
ADRESSEZ-VOUS A

Henri MELIS  
1<sup>er</sup> Ave Ouest, coin 1<sup>er</sup> Rue  
Tél. 2821

MAISON BELGE  
LAVAGE, JEC  
TRAVAIL SOIGNE  
PRIX MODERES.

MACHINERIE MODERNE  
PRIX MODERES

C. Courtois  
71 rue de la Rivière Ouest

CORDONNIER  
Réparations en tous genres

DRS BOISSONNEAULT, M.D., C.M.  
Gradué de l'Université Laval de Québec

BOIS DE CORDE  
Si vous avez du bois de corde à vendre, apportez-nous-le. Nous payons les plus hauts prix du marché pour le bon bois de toutes sortes. Tél. 222-223  
The Prince Albert Fuel Co. Ltd.  
17<sup>ème</sup> rue et 2<sup>ème</sup> avenue ouest.

Téléphone 2785  
Casier postal 538 Prince-Albert  
Philon & Noel  
AVOCATS & NOTAIRES  
Chum. 1-2, Banque d'Hydro-Électricité  
A. E. PHILON  
Membre du Barreau de la Saskatchewan et du Manitoba  
E. E. NOEL  
Membre du Barreau de la Saskatchewan et du Québec

Dr C. R. PARADIS  
Autrefois de Londres à l'Hôpital Nocker de Paris  
Spécialiste en chirurgie et maladies de la femme  
Edifice McAllan et Wallace  
1885 rue SCARTE, (près de la Gare)  
Téléphone: 1604  
Résidence 2039 rue Robina  
Téléphone 4606  
HEURES — de 9 à 11 a.m. de 2 à 4 p.m. et de 7 à 8.30 p.m.  
REGINA, Sask.

LINDSAY & MUDIE  
AVOCATS, PROCUREURS  
ET NOTAIRES  
Banc de la Banque d'Ontario  
PRINCE ALBERT, Sask.

J. E. LUSSIER  
Avocat, Procureur  
et Notaire  
ROSTERN, Sask.  
Gradué de l'Université Laval de Québec

J. A. BEAUPRE, B.A., B.L., B.TOURNAY, B.A.  
BEAUPRE & BÉTOURNAY  
AVOCATS, NOTAIRES, ETC.  
BUREAU  
Chumore 312 Edifice McIntyre  
Tél. Main 1554 WINNIPEG, MAN.

L. A. GIROUX  
de la société légale  
BISHOP, GIROUX & COULTER  
Avocats et Notaires  
Edifice de la Banque Mohon  
EDMONTON ALBERTA

A. GELINAS  
AVOCAT ET NOTAIRE  
LE PAS, Man.  
34-31

A. H. DE TREMAUDAN  
AVOCAT, NOTAIRE  
300 Edifice Nanton  
203 Avenue Portage  
WINNIPEG, MAN.  
ARGENT A PRELIER  
Vente et achat de propriétés

MONUMENTS ET PIERRES  
TOMBALES  
Nos prix sont les plus bas  
SASK. MARBLE and CONSTRUCTION CO., LTD.  
119, 2<sup>ème</sup> Rue E.

ATLIER DE PHOTOGRAPHIE  
The BANKS STUDIO  
Successeur de Chisholm Studio  
ARTISTE PHOTOGRAPHE  
Travaux exécutés promptement  
Agrandissements de photographies  
Attention aux commandes par la poste  
46 EST, HUITIEME RUE  
PRINCE ALBERT, Sask.  
Téléphone 542 Boite postale 131

BOIS DE CORDE  
Si vous avez du bois de corde à vendre, apportez-nous-le. Nous payons les plus hauts prix du marché pour le bon bois de toutes sortes. Tél. 222-223  
The Prince Albert Fuel Co. Ltd.  
17<sup>ème</sup> rue et 2<sup>ème</sup> avenue ouest.



## 700 nouveaux abonnés au "Patriote" depuis le commencement de décembre. 325 cette semaine.

Ces chiffres ont leur éloquence. L'approche des fêtes de Noël a donné un magnifique regain d'activité à la campagne de propagande qui ne peut manquer de se continuer encore avec entrain.

L'occasion est excellente de faire un cadeau à vos amis en leur faisant connaître l'Ouest par le moyen de votre journal. De cette façon vous contribuez à une oeuvre de première importance, et la réunion de tous vos efforts produit déjà un résultat superbe.

Nous ne pouvons pas nous adresser personnellement à chacun de nos lecteurs, mais nous sommes assurés que tous ont à coeur de faire leur part. Ne remettez pas à demain la bonne résolution que vous avez prise aujourd'hui d'aider la cause. Il n'en coûte qu'un léger effort pour choisir quelques noms et adresses de parents ou amis qui seront si heureux de recevoir toute l'année des nouvelles de votre pays. Dieu vous récompensera de votre générosité.

Encore une fois merci à tous nos généreux souscripteurs et qu'ils veuillent bien agréer nos meilleurs vœux de Noël et de la nouvelle Année.

### Le cadeau du "Patriote" à vos amis est toujours apprécié

Voici entre autres une lettre de la province de Québec qui en témoigne :

Mariville, P. Q. 18 déc. 1918.

Un grand merci pour l'ami généreux qui a payé en mon nom un abonnement d'un an au Patriote de l'Ouest. La seule province de Québec s'intéresse à la Saskatchewan : c'est donc avec une grande joie que nous lisons votre instructif journal. Mes meilleures salutations.

Albert COURT-MANCIER.

### Liste des souscripteurs de la semaine

D. A. Huet, Waseley, Sask.  
 Un an (10 abonnements) Lafleche, Sask.  
 De Edmond Belcourt, Lafleche.  
 A. N. Bourassa, Lafleche.  
 Frank Lize, Lafleche.  
 F. X. Bimelle, Lafleche.  
 Dr L. E. Belcourt, Lafleche.  
 Dubois Motissette, Lafleche.  
 Alde E. Dubois, Lafleche.  
 John Beaumais, Ponteix, Sask.  
 John Libouron (10 abonnements) Ponteix, Sask.  
 G. P. Jessup, Ponteix.  
 Dr L. O. Lupien, Ponteix.  
 E. Fard, Ponteix.  
 L. A. Potvin, Ponteix.  
 Dr E. K. Laflamme, Ponteix.  
 Dr E. Gauthier, Ponteix.  
 Arthur Marotte, avocat, (10 abonnements), Ponteix.  
 Wilfrid Giroux, Ponteix.  
 Mlle A. Royer, Ponteix.  
 R. E. Cloutier, Ponteix.  
 Achille Timant, Ponteix.  
 Marie Libouron, Ponteix.  
 Julien Lallier, Ponteix.

### DETACHEZ CE COUPON

LE PATRIOTE DE L'OUEST, PRINCE-ALBERT, SASK.

Veuillez trouver ci-joint la somme de \$5.00 en mandat poste, lettre recommandée, ou chèque payable au pair pour les quatre abonnements suivants :

Nom	Adresse
1	
2	
3	
4	

Ce coupon me donnera droit à une année d'abonnement gratuit au Patriote de l'Ouest.

Signature \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

français. Ses principaux membres se sont réunis deux fois à Regina, la dernière fois dans la semaine même de l'ouverture de la session. Ils ont fait les démarches nécessaires pour placer nos revendications devant les autorités.

Entre temps, l'Association a poursuivi sa campagne d'éducation par les meilleurs éléments de la population anglaise. Les articles de notre distingué collaborateur "Canadien", sur la "Question des Langues", parus il y a quelque temps dans le Patriote, ont été traduits en anglais, réunis en brochure et distribués aux députés et à nombre de personnes influentes à travers la province. De plus, chacun des seize et-uns membres de la Législature a reçu du Secrétariat de l'A. C. F. C. un exemplaire du "Cash", le fameux livre de M. William Moore, qui constitue, comme on le sait, un magnifique plaidoyer en faveur de la cause francocanadienne. On ne saurait dire que tout ceci ne nous a pas aidés ; il est trop facile de se rendre compte, en parcourant les discours prononcés la semaine dernière, que les auteurs avaient lu nos auteurs et s'en étaient inspirés largement.

Le résultat le plus clair du débat aura été de porter les arguments en faveur du français devant le grand public de la province et de créer partout l'impression que notre langue occupe une situation à part au pays. A nous de profiter de ce nouvel état d'esprit et de poursuivre nos efforts en vue d'éclairer l'opinion.

DONATIE FRÉMONT.

### La question du français (Suite de la 2ème page)

soient traités comme des Canadiens, et non comme des étrangers. Cependant l'usage de leur langue est un privilège plutôt qu'un droit ; car si c'était un droit, on ne pourrait pas l'abolir.

M. B. Larson, député libéral de Milestone, se prononce contre le bill du gouvernement. Tous ces souvenirs du passé sont très intéressants, mais nous vivons dans le temps présent et nous devons nous guider à la lumière des conditions actuelles. La population française a toute la sympathie de M. Larson ; mais ce n'est pas le moment de faire du sentiment et elle n'a droit à aucun privilège spécial.

M. R. J. Phin, député de Pipestone, répond à quelques-unes des objections des membres de l'opposition. Il reproche à ceux-ci de chercher à faire du capital politique sur cette question et de suivre la suggestion de leur chef de s'opposer à tout ce qui est français et catholique.

M. Gallagher, député conservateur de Thunder Creek, défie le gouvernement de soumettre la question à un référendum. Il lui reproche d'avoir précipité ce débat et demande pourquoi il n'aurait pas été renvoyé après les vacances de Noël. Le bill, déclare l'orateur, constitue un privilège spécial en faveur de cinq pour cent de la population, alors que les Allemands constituent dix-huit pour cent de cette population. Pourquoi alors ne pas accorder le même privilège aux autres nationalités ?

M. Dunning démasque le chef de l'opposition. A. M. Dunning, le secrétaire provincial, revient l'honneur d'avoir démasqué le chef de l'opposition et de l'avoir forcé à avouer que son amendement, qui semblait demander la suppression de toutes les langues étrangères, visait en réalité seulement à en défendre l'emploi comme langue d'instruction. Le plan de l'opposition était de pouvoir dire à la population de langue étrangère de la province qu'elle s'était montrée plus généreuse à son égard que le gouvernement. M. Dunning a un beau succès devant la Chambre en dénonçant ce "camouflage".

Il aborde ensuite la question du français. Pour lui, comme pour la plupart des autres orateurs, les Canadiens français de la province n'ont pas de droit légal à leur langue dans les écoles, sauf celui que la Législature juge convenable de leur donner. Heureusement nous sommes obligés de penser quelquefois qu'il y a un droit au-dessus du simple droit légal. Il y a un côté moral et un droit moral. Le droit moral des Canadiens français repose sur leur situation de premiers occupants du sol conquis par l'Angleterre. Les Français ont été les premiers habitants de cette province et y ont formé d'abord la majorité. D'après les principes de l'opposition d'aujourd'hui, ils auraient pu supprimer l'anglais dans les écoles. Que firent-ils au contraire ? L'un des premières ordonnances passées par ce conseil législatif français fut un règlement rendant obligatoire l'enseignement de l'anglais dans les écoles d'alors.

La générosité des Canadiens. Voilà comment les Français nous ont traités quand ils formaient la majorité dans ce pays et tenaient la balance du pouvoir. Seront-ils moins généreux maintenant que c'est nous qui avons le pouvoir ? (Non ! non !)

Le chef de l'opposition parle comme si les Canadiens français devaient être mis en quarantaine dans la province de Québec. Il dit que c'est une province française du Canada. Je réponds que Québec n'est pas du tout une province exclusivement française. La minorité anglaise, qui y est considérable, puisqu'elle envoie quatorze ou seize députés à la Chambre législative, jouit d'une liberté inconnue d'aucune autre minorité dans le monde entier. (Applaudissements.)

Elle a le privilège de sa langue dans ses écoles, et n'oubliez pas que la Législature de Québec, composée comme elle l'est d'une majorité de Canadiens français, a le pouvoir de faire ce que l'opposition ferait ici aux Canadiens français de notre province, si elle avait le champ libre. Elle a le pouvoir de supprimer la langue anglaise dans les écoles de la province de Québec. L'Acte de l'Amérique britannique du Nord ne protège que les droits religieux des minorités. C'est la province qui a autorité sur la langue dans les écoles.

L'exemple de Québec. Quelle est l'attitude des Canadiens français à cet égard ? Elle est telle que pas plus tard qu'à la dernière session de la Législature de Québec, les députés de langue anglaise ont adopté une résolution protestant contre des déclarations faites à Winnipeg et à Toronto qui les représentaient comme une minorité opprimée. Ils protestaient qu'ils jouissaient de la plus entière liberté et louaient l'attitude des Canadiens français à leur égard comme minorité. Il y a trois semaines à peine, l'honorable W. Mitchell, ministre des Finances de Québec, le chef de la minorité anglaise de la province, m'entretenait de ce sujet. Il me disait : "De grâce, M. Dunning, que vos gens de l'Ouest cessent cette agitation contre les Canadiens français. Nous vivons avec eux, et fait caractéristique, ceux qui les connaissent le mieux sont ceux qui les apprécient davantage (Applaudissements)."

Parlant au nom de la minorité anglaise de Québec, je puis dire que nous avons toujours eu la plus grande liberté et le traitement le plus équitable sous tous les rapports. La vérité de tout ceci apparaît dans mon propre cas. Je suis le chef de la minorité de langue anglaise. Je suis député d'une circonscription dans laquelle la majorité se compose d'électeurs canadiens-français qui méritent quand même. C'est pour eux une façon de prouver leur courtoisie à notre égard et quiconque tant soit peu ait couramment des choses de Québec sait que l'harmonie existe entre les deux grandes races (Applaudissements).

Je demande à la Chambre et à la population de la Saskatchewan d'être au moins aussi généreuse envers les représentants du peuple conquis dans cette province que la race elle-même est généreuse envers notre minorité là où elle l'emporte sur elle.

L'opposition propose de soumettre la question du français à un référendum. Ce serait, dit M. Dunning, un travestissement de la démocratie. Peut-on faire un référendum sur le principe établissant que la force est le droit ? A quoi servirait d'avoir un gouvernement, si toutes les questions pouvaient être réglées par référendum ? Il y a des problèmes affectant les minorités qui demandent la considération soignée et saine d'un corps responsable, et nous avons cette institution dans notre gouvernement responsable. Les majorités aveugles ne sont pas toujours justes.

L'exemple de l'Angleterre. M. Dunning rappelle le miracle de la Pentecôte et raille les membres de l'opposition pour qui, à les entendre, ce serait un crime de parler plus d'une langue. Il avoue que la race anglaise n'a pas montré beaucoup de zèle jusqu'ici pour se familiariser avec les autres langues. Elle a pratiquement dit aux nations du monde : si vous voulez faire affaires avec nous, apprenez notre langue. Cependant les penseurs sérieux d'Angleterre portent maintenant leur attention sur ce sujet. Ils se rendent compte que cette ignorance des langues a hui à leur pays. Un comité composé de membres de la Chambre des Communes et de membres de la Chambre des députés s'est

réuni il y a quelques semaines pour étudier les moyens de maintenir et d'augmenter l'amitié entre les deux nations. Il a recommandé l'étude de l'anglais et du français en Angleterre et en France, afin de favoriser une meilleure entente et de meilleures relations commerciales. Les Canadiens tiennent à leur langue.

Après avoir rappelé le bilinguisme existant dans les différentes parties de l'Empire britannique, M. Dunning revient à la question du français. Une autre raison, dit-il, pour laquelle on doit le mettre à part des langues étrangères, c'est que les Canadiens français y sont très attachés. Tandis que les populations d'origine étrangère ont très peu usé du petit privilège qui leur était accordé, c'est un fait digne de remarque que tous les centres franco-canadiens ont toujours pris avantage du droit à eux conféré il y a quarante ans. Ils ont mis à profit leur privilège de préserver tout ce qu'il y a de meilleur dans la nationalité canadienne française, comme ils avaient le droit de le faire.

En terminant, M. Dunning dit que la population anglaise de la province, avec la loi amendée, aura la facilité de faire enseigner le français dans ses écoles publiques. Il exprime l'opinion que la solution finale du problème des langues au Canada sera atteinte quand chaque enfant, d'un océan à l'autre, pourra acquérir la connaissance des deux langues.

Deux députés soldats prennent la défense du français.

Le lieutenant-colonel P. A. Cross, représentant des soldats en Angleterre, se déclare en faveur du bill. Il est injuste, dit-il, de mettre les Canadiens français de la Saskatchewan sur le même pied que les autres populations non anglaises. L'orateur déclare qu'il a vécu avec eux et les connaît bien. Il les a vus surtout récemment dans le pays d'où venaient leurs ancêtres et ils s'y sont conduits vaillamment.

Si tous les Français pouvaient parler et comprendre l'anglais et si tous les Anglais pouvaient parler et comprendre le français, ils s'entendraient mieux les uns les autres. Le bill ouvre la voie à ce but et il est permis d'entrevoir l'époque où la majorité de la population sera en mesure de converser dans l'autre langue officielle, la langue française.

Le débat sur la question du français va se terminer par une véritable débâcle dans les rangs de l'opposition. M. Larson, qui a soutenu l'amendement de McLean, déclare qu'il a été touché et n'entend pas laisser la porte ouverte à l'enseignement de toute langue comme matière de classe. Il votera plutôt pour le bill du gouvernement.

M. Makolm, député soldat, est aussi d'avis que le chef de l'opposition donne plus aux non Anglais que le gouvernement. C'est à une véritable farce que l'on vient d'assister.

M. Turner demande à s'expliquer. Il a soutenu l'amendement parce qu'il était sous l'impression qu'il voulait l'anglais seul comme langue d'instruction et comme matière de classe ; maintenant qu'il sait à quoi s'en tenir, il ne votera ni pour l'un ni pour l'autre. Sur ce, il quitte la salle.

M. Sykes, qui a parlé en faveur de l'amendement, déclare qu'il ne veut plus en entendre parler. Il sort également de la salle au moment où l'on va prendre le vote.

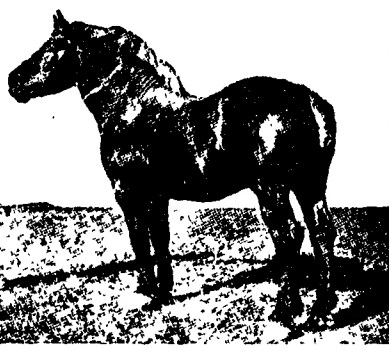
M. Hogan, député de Vonda, déclare que tout en étant favorable au bill, il est opposé au rappel de l'article 177 de la loi scolaire.

On prend alors le vote sur l'amendement. Quatre députés de l'opposition se lèvent en sa faveur. Ce sont : M. McLean, Badger, Gallagher et Salked. Contre : tous les membres de la droite se lèvent en bloc, en même temps qu'un indépendant, le lieutenant-colonel Cross.

Vendredi, la Chambre réunie en comité a adopté le bill amendé l'article 177.

A cette occasion, M. Langley, ministre des Affaires municipales, a prononcé un excellent discours dans le même sens que M. M. Motherwell, Latta et Dunning. Il s'est attaché surtout à ridiculiser les Orangistes qui depuis 160 ans font la guerre au français, d'ailleurs sans aucun résultat. Les Canadiens français, dit-il, sont inabsorbables en ce qui regarde leur langue. Au reste, c'est par la langue seulement qu'ils diffèrent des Anglais, et le français est autant, sinon plus que l'anglais, la langue de ce pays. Si un homme n'a pas le droit d'apprendre sa propre langue dans son propre pays, quel droit lui restera-t-il ?

La Chambre s'est ajournée au 8 janvier.



### ETALONS ENREGISTRES

Jeunes étalons enregistrés Percheron et Clyde, tout âge, poids de 1,500 à 2,000 livres. Prix, de \$250 à \$1,150. Conditions au goût de l'acheteur. On prend des chevaux en échange.

### Juments enregistrées

Jeunes juments enregistrées Percheron et Clyde, toutes les grandeurs, poids de 1,500 à 1,700 livres. Vous ne pouvez trouver une meilleure occasion nulle part en Saskatchewan.

### Taureaux enregistrés

Vingt jeunes taureaux Durham enregistrés.

A. CHAMPAGNE.

18-42

Battleford, Sas.

### ABONNEMENTS

### IMPRESSIONS

### ANNONCES

Voilà les trois moyens par lesquels vous pouvez encourager une oeuvre qui sert la cause franco-canadienne dans l'Ouest.

Le PATRIOTE DE L'OUEST  
PRINCE-ALBERT, Sask.

\*\*\*\*\*

## Pendant les fêtes

Prenez le temps de vous faire photographier.

## City Art Studio

W. J. JAMES

NOUVEL EDIFICE MANVILLE

Entrée sur la 10ème rue

Heures : 9 a.m. à 9 p.m.

\*\*\*\*\*

## CONSTIPATION

« Hier, aujourd'hui, toujours, et spécialement dans des temps d'épidémie, les médecins, comme les bureaux de santé, se sont toujours entendus, et avec raison, pour prescrire la nécessité de prendre soin des intestins.

La CONSTIPATION empoisonne le sang, donc, elle ne devrait jamais être tolérée, moins aujourd'hui que jamais.

Le traitement de la constipation est tout indiqué dans l'emploi de ROBOL (Tablettes Purgatives) que vous trouverez chez tous les marchands de remèdes, à 25 centimes la boîte, ou six pour \$1.25, ou envoyées par la poste, sur réception du prix, par la COMPAGNIE CHIMIQUE FRANCO-AMERICAINE limitée, 274, rue St-Denis, Montréal.

## DYSPEPSIE

« Votre appétit est pauvre ; vous êtes mal à l'aise après vos repas ; vous êtes sujet aux nausées, votre langue est blanche, vous avez mauvaise haleine, mauvais goût dans la bouche.

Après avoir mangé, vous avez envie de vous coucher, vous avez des douleurs au creux de l'estomac ; flatulences, gaz et attaques de bile vous ennuient. C'est la Dyspepsie.

Nous recommandons l'emploi des PAPSAG (tablettes antidyseptiques) ; soulagement immédiat.

Si vous prenez les PAPSAG aujourd'hui, votre guérison commencera aujourd'hui.

Chez tous les marchands de remèdes, à 50 sous la boîte, ou six pour \$2.50, ou envoyées par la poste, sur réception du prix, par la COMPAGNIE CHIMIQUE FRANCO-AMERICAINE limitée, 274, rue St-Denis, Montréal.

# McLean's



La direction et le personnel vous expriment leurs meilleurs vœux de joyeux Noël et de nouvelle année heureuse et prospère.

GRAND MAGASIN

# McLean's

Avenue Centrale Prince-Albert













PONTIAX, SASK., MERCREDI 25 DECEMBRE 1918. No. 47

construite en 1880 et 1881. Mgr  
Taché en bénit la première pierre  
le 15 août 1880 et les construc-  
tions principales le 4 septembre  
1881. Elle a été depuis agrandie  
à diverses reprises.

---

**Faites faire vos impres-  
sions au "Patriote de  
"Quebec"**

Faites faire vos impressions au "Patriote de l'Ouest"



Feuilleton du Patriote

## La Grande Amie

PAR PIERRE L'ERMITE

No. 1 — ouvrage couronné par l'Académie Française

## CHAPITRE PREMIER

Mademoiselle Léonce Durell, 17, place Monceau, PARIS, Calvigny, Villa des Cocotiers.

Ma chère! Je t'écris d'une main toute frémissante d'avoir tenu l'épée... Je viens de faire une exécution capitale.

J'ai mis ma septième bonne à la porte!

A qui le tour?... Je suis on ne peut plus en veine!

Natuellement, tu devines pour quel motif? Il faut que tu me trouves une autre femme de chambre et tout de suite!... une par-tout!... Je n'ai pas envie de risquer un effort à me coiffer toute seule, on me congestionne double à l'habiller mes bottines!

Donc, si tu es une amie, — et je le suis — prends le large et ta bicyclette, ou saine dans une voiture, pars en campagne!... cours rue Duquesne Trouin... rue de Valenciennes 233... rue Lafayette... rue de Cléville... Crève tous les chevaux que tu voudras, mais ne t'arrête qu'à avoir trouvé la perle!...

Je la veux, gentille, jeune, bête, distinguée, pas curieuse, dévouée... jusqu'à l'indiscrétion... à la rigueur elle peut me voler — pas trop!... Autant que possible, pas d'église!... Tant qu'elle est parfaite d'autre part, je fermerai les yeux, le dimanche, pour la Messe de six heures, à la condition qu'elle n'y contracte pas des airs extérieurement, et n'empoisonne pas l'encens au moment... m'assis la nuance de la chose!

Cette petite fille de Juliette faisait admirablement mon affaire... seulement, figure-toi que je l'ai rencontrée aux Courses avec mon dernier chapeau et un cuirassier!

Commissaire... cela m'est égal... mais non chapeau!

Tu vois ma stupeur d'ici!... C'est Léopold du faubourg Saint-Honoré qui avait affirmé ne répéter jamais mon modèle pour une autre cliente; j'étais donc sûre d'avoir un chapeau à moi, pour moi de ne pas courir le risque de me voir confondre avec les bourgeois... 14 fr. 50 ou 10 fr. 90.

C'est là, j'étais indécise; ciel que barométrique variable... bref, je pas avec mon numéro "deux" et la volonté pour faire des courses.

En route, le ciel se déchire; j'aperçois un coin de bleu assez grand pour tailler une cotte de liège... je dis à Baptiste de tourner à gauche, et de filer grand trot vers le passage.

Ma chère, je n'étais pas descendue que je vois devant moi une petite personne, fort bien, mais... elle me tournait le dos, et portait un chapeau absolument parfait et mien... au fameux numéro deux que je n'avais osé sortir.

Tu penses, étant derrière, je ne me gêne pas pour mettre le nez dessus l'examine le feutre, la coupe, les courbes.

Tout pareil!... c'était bien la petite chose, riche, aérienne, mais... qui sur mes cheveux nous produit l'effet que tu sais... Tu vois, je suis toujours aussi hésitante! Enfin, les glaces ne sont plus la pour enfilure des perles! Donc je te le répète: le chapeau était tout pareil.

Mais ce coquin de Léopold, qui ne fait payer deux cent cinquante francs un doubleur! Et déjà, en imagination, je voyais la petite tête très verte que j'allais lui donner.

Pourtant, je veux me donner la satisfaction de regarder bien en face la personne qui montre un si bon goût... je la dépasse, très en rapport avec la tête est en rapport avec le chapeau... Stupéfaction!... Que vois-je?... Cette petite coiffe de Juliette!

Ah! ça n'a pas été long... elle n'est même pas revenue à l'appareil! Après, je l'ai prise par le cou... Parfait!... cette petite femme de chambre!... mais d'un bon!... Enfin, c'est fait.

D'ailleurs, je traverse depuis quinze jours une phase d'énergie... Figure-toi, ma chère, que... je te le donne en cent... en mille... Oh! ne me remercie pas, je t'écris, vois-tu, parce qu'il faut que je t'écrive.

tu ne devineras... Veux-tu le savoir?... Nous quittons Paris!... Et pour aller nous empoisonner dans un trou; le Val d'Api! Connais-tu ce terrier-là? Rien du Val André!

Que de catastrophes! Hein?... dans ces trois mots: "Nous quittons Paris!..." La ville des rêves... le paradis des femmes... la patrie des grands magiciens... le seul endroit où l'on ait du goût à s'habiller... où l'on s'habille avec goût... où l'on sache manger!

Ainsi, nous arrivons de voyage, la cuisine suisse est une entreprise de maçonnerie; l'Italie est enroulée; l'Espagne ne vous prend pas en traître; le filet de bœuf s'y appelle *carne de vaca*!

Paris, je te le répète... il n'y a que Paris pour tout!... Adieu, les petites sœurs de quatre heures chez Chiboust où l'on croquait de si délicieux *Huntley*!... Adieu, l'asphalte sacré qui va de l'Opéra à la Madeleine!... Adieu, les soirées aux Français, et les mille délicieux petits potins savoureux, le nez dans la tasse des *Five o'clock*.

Tout cela fini!... perdu! Évanoui!

Et pour gagner de l'argent!... Je t'entends d'ici, ma grande chère: "Mais vous en avez de l'argent?... et à remuer à la pelle!..." — Oui, mais il paraît, dit père, que ça ne suffit plus... Les temps sont durs et les haricots sont chers! Le cinq est devenu du deux et demi!... Le Français que j'aime comme individu, mais que je déteste comme peuple, taquine et exaspère son gouvernement.

Conclusion: il faut doubler le capital; et, pour ce faire, ma famille se lance dans une grosse affaire industrielle... des cuirs pour wagons et des souliers!... je ne sais pas trop, mais il paraît que c'est l'Alaska!... et papa est absolument toqué de l'idée.

— Et tu ne t'es pas révoltée, me diras-tu encore?

Ah! Je te crois... j'ai fait dix révolutions depuis deux mois! Battre à la plate couture!!!

Mes parents tiennent l'argent et le tiennent bien. On me jette à profusion pour mes dépenses; mais les traites me refusent un sou de capital. Alors quoi?... Ils payent... donc je dois les suivre!...

Une toute petite espérance, pourtant, brille: telle une lampe de sanctuaire dans l'immense nef enténébrée de mon cœur, comme dirait Confucius! Espérance à laquelle je me rattache, comme le naufragé affolé se cramponne... au brin d'herbe!

Les habitants du Val d'Api sont-ils d'irréductibles éternels oui ou non?... tout est là.

Je m'explique: Nos usines ne seront construites dans la Vallée que si la commune accepte d'abord la création d'ateliers spéciaux pour le chemin de fer. Bien que tu ne sois pas "du bâtiment", tu comprendras avec facilité que les auteurs de mes jours sont trop pratiques pour créer une industrie dans un pays dénué de moyens suffisants de communication. Ces moyens, la Compagnie du Nord les fournit sans discussion, si le Val d'Api accepte ces ateliers. Or, il paraît que les conseillers municipaux de cet affreux trou sont tellement... de leur pays, qu'ils font des difficultés pour donner leur consentement!... Leurs hésitations me feront gagner un an d'ici-là... je suis mariée!

Donc, ma toute chère, salue-moi... sois le Terre-Neuve de ton Albert!... Avec une bonne, trouve-moi un mari, un blond, mais vite! Je vous en aurai à tous deux une reconnaissance acharnée, et vous délivrerez dans mon cœur une concession à perpétuité!

Entendu: une bonne et un mari, ou un mari et une bonne: Va!... cours... vole... et nous venge!!!

Je t'embrasse, chérie, affectueusement.

ALBERT, CHAPITRE II

Mademoiselle Jeanne de la Ferlandière, par le Val d'Api, FRANCE.

J'ai le cœur plein à déborder... Je voudrais t'avoir là, bien à côté de moi, mon bras sous le tien, nous causerions sans parler, en regardant au loin la mer bleue sous le ciel éclatant. Nous formerions un beau tableau, quelque chose, tu sais, comme celui du Louvre: *Sainte Monique et saint Augustin*... avec cette différence pourtant: ils regardent toujours en haut, et toutes deux nous aurions beaucoup de peine à ne pas baisser quelquefois les yeux sur l'œuvre merveilleuse du vertigineux Artiste.

Oh! que c'est beau! Jeanne, ce que je vois en t'écrivant, et que Dieu est infiniment grand!... Je vais t'étonner, et tu vas me croire une petite compliquée, mais il y a des moments où, devant toutes ces splendeurs, j'éprouve, mais là tout naturellement, le désir, presque la soif de la mort...

Il me semble que mon âme arrive à ce moment qui doit être unique dans la vie, où notre être tout entier atteint sa limite extrême d'idéal, de jouissance; et, comme Pierre sur le Thabor, j'ai l'ennui, la tristesse, la frayeur de redescendre...

Je t'écris de ma cabine blanche et rose, les couleurs du sourire. La mer caresse d'azur et d'émeraude les flancs inégaux blanc et or de notre yacht; et la berceuse immense qu'elle murmure assoupit sans que l'on sache à s'en défendre... estompe la pensée... et remplit le cerveau de rêveries faites de paillettes et de rayons, de sourires et de soleil, de contrastes et de souvenirs, de regrets et d'espérances, de beauté et d'insatiable tendresse!

Où... je te voudrais là, bien à côté de moi, à l'arrière, bercée au bruit halétant que fait la cascade argentée, soulevée par l'hélice; il me semble que toutes ces choses auraient encore une idéale beauté de plus, si j'avais la certitude, cet hiver, d'en retrouver le souvenir au fond de tes yeux d'amie... presque dans ton âme!

Maintenant... il me semble que je comprends mieux ton rêve... Moi aussi, les visions de la nature me rendent grave, presque triste. Combien de regards ont vu ce que je vois, aimé ce que j'aime, admiré ce que j'admire, et se sont fermés ensuite à tout jamais sur ces beautés!...

Là-haut, se sont-ils ouverts sur des splendeurs qui ne passeront pas...? Oh! l'angoissante question!... Te rappelles-tu la jolie romance que tu m'accompagnais l'année dernière, au Val...?

Ici-bas, tous les lilas meurent; Les chants des oiseaux sont courts, Je rêve aux étés qui demeurent... Toujours... toujours...

Moi aussi je rêve aux beautés qui demeurent... toujours! Malheureusement!...

Le monde est ainsi fait, loi suprême et funeste, Comme l'ombre d'un songe, au bout de peu d'instant, Ce qui charme s'en va; ce qui peine... nous reste! La rose vit une heure, et le cyprès... cent ans!

Je t'entends d'ici: "Oh! cette fille, comme l'Italie l'exalte!..." Mais, songe, ma chère: je me délie d'une certaine vivacité de sentiments dans un cadre factice des choses, et je me souviens très bien de certaine piété discutable, éclosée en moi au chant de certains cantiques... plus discutables encore!

Mais ici, je suis en présence de la réalité des choses; et c'est devant les flots bleus, sous le ciel rayonnant de lumières et de splendeurs, toute baignée de clarté, d'harmonies et de parfums... que moi aussi, pauvre petite, je balbutie ma misérable prière, perdue dans l'immense qui monte de la créature vers le Créateur.

Au retour, je te montrerai mes dessins, mes aquarelles, mes photographies; mais ce que je ne pourrai t'apporter... te faire ressentir... c'est le radieux soleil, le grand bruit de la mer, les mélodies du vent dans les arbres de la côte. Ce voyage à perfectionné tout mon être; je vois, j'entends, j'éprouve pour la première fois mille choses imprévues. L'inconnu est sans secrets; l'infini a des limites douces et faciles à atteindre.

Et tout cela va finir!... Encore me puge écrit dans ma vie; quelques nattes, quelques heures, et nous sommes à Nice, puis Marseille... Paris!... Le feuillet bleu se tourne sur le feuillet gris...

Puis! si tu savais comme l'évocation de cette haine détonne dans le décor où je t'écris... quelque chose comme l'air lointain du Bal de l'Hôtel de Ville entendu au milieu d'une rêverie de Saint-Saëns.

un tapis du Louvre sur le ciel bleu... un hurlement de canelot: *Paris-Sport!*, éclatant dans le concert auguste de la nature immense et tranquille...

Heureusement, je brûle la capitale! "Pour vivre heureux, vivons cachés." Et dans huit jours, je serai au Val d'Api, blottie au coin de ton amitié: le soleil du cœur après celui de la nature!

Dis à Marie de tout préparer chez nous, d'ouvrir, d'écarter, d'enlever les housses, de garnir les vases de bouquets, de faire les lits; que le soleil entre et baigne tout de sa clarté vivante, et que samedi, je sente, en montant le perron de l'abbaye, la bonne odeur du home.

J'arriverai vers six heures, les chevaux seront épuisés et je n'irai probablement pas à la Ferlandière; mais si Germain est revenue de pâture, et si Jacques te laisse, comme une belle tendresse, conduire "le cheval du père de famille", alors viens me dire bon-

soir; la route est si belle entre la Ferlandière et l'abbaye!... Heureusement, car cet automne, nous nous y attarderons bien souvent... Tu peux même dire à ton frère Jacques de faire provision de patience, car, plus encore que l'année dernière, il aura à nous "empoigner" quand nous piétiérons devant le fameux arbre de la Séparation, sans pouvoir nous quitter; je sens déjà sur mes épaules les responsabilités de nos rhumes à venir!

A bientôt donc, et réjouis-toi, car j'ai accumulé du bonheur pour dix ans!... Nous le savourerons dans la chaude intimité des longs soirs d'hiver, devant la cheminée flamboyante, loin de la foule.

Dis à M. le curé qu'il peut compter sur moi pour accompagner dimanche; on lui jouera des carillons de Gravegna... *sol mi do, do do ré mi do...*

(A Suivre)

## Congress Café

OUVERT JOUR ET NUIT

Service de premier ordre.

Le meilleur de la ville.

Nos servantes parlent français et anglais. Nous avons toujours un assortiment complet de fruits frais, de crème à la glace et de bonbons.

909 Ave Centrale Tél. 3022 Prince-Albert, Sask.



## N. PIROTON

(NORWOOD, MAN.)

MAISON FONDÉE EN 1914

Seule maison française établie dans tout l'Ouest.

MANUFACTURIERS DE

Monuments Funéraires en Marbre, Granit et autres pierres

EX-VOTO, PIERRES D'AUTELS, ETC., ETC. REDRESSAGE, LETTRAGE ET NETTOYAGE DES MONUMENTS POSÉS

Représentant pour la Saskatchewan

## O. TOURIGNY

1863 Rue Cornwall

Chambre 3

REGINA, Sask.

## SANITARY LAUNDRY

NETTOYAGE A SEC

et

LAVAGE POUR LA FAMILLE

PRINCE-ALBERT

Téléphone 2284

1ère Avenue Ouest

## ARGENT A PRETER

Par une Compagnie solide, qui ne sera pas sévère pendant les mauvaises années. Négociez vos emprunts par correspondance, sans agents, secrètement, par services gratuits d'un homme de 14 ans d'expérience. Les frais sont moindres, nous prêtons plus que les autres. Pas d'assurance de grêle, vie, roulant; mais pour information, donnez nombre de chevaux, machines, valeur des bâisses, quart de section, Tp, et l'usage. (pas moins de 40 acres en culture). Nous avons beaucoup d'argent disponible.

Nous sommes dans l'immeuble. Faites-nous vos conditions de vente. Écrivez-nous en français.

CAISSE INTERCONTINENTALE

Chez JOHN MILDEN, Avocat

SASKATOON, Sask.

## AVIS A MESSIEURS LES MEMBRES DU CLERGE

Nous prenons la liberté de vous annoncer que "Daprato Statuary Company" de Chicago, New-York et Pietrasanta, Italie, est maintenant incorporée au Canada à Montréal, au No. 966 rue St-Denis, où toutes les transactions pour le Canada sont traitées. La Compagnie n'a aucune agence, et personnel n'est autorisé à prendre des commandes pour la Compagnie Statuaire Daprato Limitée.

Nous invitons tout particulièrement Messieurs les Membres du Clergé à bien vouloir s'adresser directement à la maison de Montréal pour envoyer leur commande, ou demande d'informations quelconque.

Nous attirons votre attention sur notre nouveau catalogue, qui vient d'être publié, et que nous expédions gratis à tous les curés qui en font la demande.

Nous profitons de cette occasion pour remercier Messieurs les Membres du Clergé des faveurs passées et espérons être favorisés dans l'avenir.

COMPAGNIE STATUAIRE DAPRATO LIMITEE  
Institut Pontifical d'Art Chrétien, 966 rue St-Denis, MONTREAL, P.Q.  
CHICAGO NEW-YORK PIETRASANTA, Italie

Encanteur  
Ventes à l'encan tous les samedis aux écuries du Marché aux chevaux, 29, 14ème rue est.  
Ventes à l'encan faites en ville et à la campagne à des prix raisonnables.

SATISFACTION ET SUCCES GARANTIS.  
Références: Banque d'Hochelaga  
S. DYSON, L.P.A. & S.  
Téléphone 2550 Encanteur Prince-Albert

## Aux fumeurs de bon tabac canadien

Demandez les

Tabacs Canadiens en feuille et hachés de la

CIE DE TABAC MONTCALM

Si votre fournisseur ne l'a pas demandez notre liste de prix de détail à notre représentant.

J. P. DAOUST

803 15ème rue Ouest

Prince-Albert, Sask.



## C. A. Fournier

Envoyez vos ciseaux et vos rasoirs de n'importe quel endroit. Ils vous seront retournés sans délai.

PRIX: Rasoirs... 50 cts

Ciseaux... 25 cts.

— RETOUR PAR LA POSTE PAYE —

Première Avenue Ouest

COPE DU PRINCE ALBERT HOTEL

## JOYEUX NOEL

A TOUS NOS CLIENTS ET AMIS NOUS ADRESSONS NOS MEILLEURS VOEUX POUR UN JOYEUX NOEL ET UN JOUR DE L'AN HEUREUX ET PROSPERE

PUISSE L'ANNEE 1919 ETRE LA MEILLEURE DE VOTRE VIE

## NORTH CANADA LUMBER COMPANY LTD

LA MAISON LOYALE EN AFFAIRES

FRANK D'ARVO, gérant

Tél. 2275

PRINCE-ALBERT, SASK.

Soir 3077

## Adanac Grain Company LIMITED

J. M. BESSETTE, Gérant du Département français

## Compatriotes, lisez ceci et méditez

Quel est le fermier qui a fait affaires avec nous et n'a pas été satisfait?

Nous faisons appel aux Canadiens français, non pas parce que nous avons un Département français, — ce n'est qu'accorder leurs droits à nos compatriotes de langue française, — mais bien par l'excellent service que nous pouvons leur donner.

Nous n'exploitons jamais la RELIGION et la NATIONALITE au profit d'un commerce: c'est trop abuser une religion et une nationalité.

VEZ-VOUS VOIR. VOYEZ NOS PRIX.

ESSAYEZ NOTRE SERVICE

## ADANAC GRAIN COMPANY LIMITED

Téléphone Main 3981

408-418 GRAIN EXCHANGE, Rue Lombard WINNIPEG, MAN.

## ACHETEZ COMPTANT ET ECONOMISEZ

Nous accordons un escompte de 10 pour cent sur toutes les commandes de bois de construction, quand vous payez comptant. Ceci est conforme aux traditions bien connues de notre compagnie qui traite toujours ses clients avec libéralité.

## THE Sturgeon Lake Lumber Co. LIMITED

TEL. BUREAU, 2370

LE SOIR, 2032.

La plus ancienne Compagnie de marchands de bois faisant affaires à Prince-Albert...

Cours à bois à

McDOWALL, ELDER

PRINCE-ALBERT, RED DEER HILL



1918

Le "Patriote de l'Ouest" prie tous ses lecteurs, collaborateurs, propagateurs et bien-faiteurs de vouloir bien agréer les vœux ardents de bonheur et de prospérité qu'il adresse à Dieu à l'occasion des fêtes de Noël et du Nouvel An.

1919

## PRINCE-ALBERT

Le prince Albert, chef de la mission canadienne pour le district de Prince-Albert, est arrivé samedi matin à Prince-Albert. Il a été reçu à la gare par le maire et les membres du conseil municipal. Le prince Albert est un homme d'une trentaine d'années, d'une stature moyenne, et se sentait beaucoup mieux de sa voyage. Il a été reçu à la gare par le maire et les membres du conseil municipal. Le prince Albert est un homme d'une trentaine d'années, d'une stature moyenne, et se sentait beaucoup mieux de sa voyage.

Le prince Albert est un homme d'une trentaine d'années, d'une stature moyenne, et se sentait beaucoup mieux de sa voyage. Il a été reçu à la gare par le maire et les membres du conseil municipal. Le prince Albert est un homme d'une trentaine d'années, d'une stature moyenne, et se sentait beaucoup mieux de sa voyage.

## Le Rév. McKinnon n'est pas content

Il voulait que le français disparaisse avec l'allemand

Le fameux ministre presbytérien, le Rév. Murdoch McKinnon, autrefois de Regina qui est maintenant à Winnipeg, n'est pas du tout content de la nouvelle loi qui fait une exception pour le français. C'est lui qui fut l'un des premiers promoteurs de cette campagne de haine lorsque l'hon. Walter Scott était à la tête du gouvernement. Voici le télégramme qu'il adresse au maire de Regina :

"Que le français disparaisse. Québec nous a fait faux bond pour la guerre. Nous ne voulons pas que Québec se reproduise dans la Saskatchewan. Tout homme et toute femme qui a du sang dans les veines doit insister pour que le français disparaisse et que l'anglais soit employé dans les premiers grades."

"Diviser l'école sur la langue est compromettre l'unité future de la province. Que les Vétérans de la Guerre, les Sons of England, Scotland and Ireland se mettent en branle. Que tous les citoyens canadiens écrivent et télégraphient jusqu'à ce que le français disparaisse avec l'allemand. Que la législature soit asséchée de délégations. Le favoritisme et les compromissions aujourd'hui signifient la disunion et le trouble demain."

Voilà un bel échantillon des appels au fanatisme qui nous ont été envoyés dans notre province depuis assez longtemps. Nous allons à nous réjouir qu'ils aient eu le sort qu'ils méritaient.

## L'hon. Motherwell et la question du français.

Au cours des débats, l'hon. Motherwell a déclaré que l'un des motifs de la démission du ministre de l'Agriculture était la situation trop restreinte que l'on faisait au français dans la première section de la loi. Il insistait pour qu'on ajoute la clause relative à l'enseignement en français pour la première année, et il s'est senti fier, non sans l'appui d'autres ministres, pour gagner ce point et convaincre les récalcitrants.

L'ancien ministre de l'Agriculture qui est un homme droit et

## La loi scolaire modifiée

L'ancien article 177

L'enseignement dans toutes les écoles se donne en langue anglaise, mais il est permis à la commission de tout arrondissement d'établir un cours primaire en langue française.

(2) La commission de tout arrondissement peut, subordonnée aux règlements du département, employer une ou plusieurs personnes compétentes pour donner des leçons en toute langue autre que l'anglais dans l'école de l'arrondissement à tous les élèves dont les parents ou les tuteurs ont exprimé le désir qu'ils reçoivent un tel enseignement, mais cet enseignement ne doit pas remplacer, ni gêner en quoi que ce soit, l'enseignement de l'instituteur chargé de l'école ainsi que le requièrent les règlements du département et la présente loi.

(3) La commission a le pouvoir de prélever les sommes d'argent qui peuvent être requises pour payer les appointements de ces personnes, et tous les frais, charges et dépenses de cet enseignement sont perçus au moyen d'une taxe spéciale qui est imposée aux parents et aux tuteurs des élèves qui en profitent.

Le nouvel article 177

177. (1) Sauf tel que stipulé ci-dessous, l'anglais sera la seule langue d'enseignement dans toutes les écoles et aucune autre langue que l'anglais ne sera enseignée durant les heures de classe.

(2) Le français peut être employé comme langue d'enseignement, mais cet usage du français ne sera pas continué au-delà du grade 1, et dans le cas de tout enfant, ne sera pas continué au-delà de la première année de l'assistance à l'école de cet enfant.

(3) Quand le bureau d'un district adopte une résolution à cet effet, la langue française peut être enseignée comme sujet d'étude pendant une période n'excédant pas une heure par jour, comme faisant partie du cours scolaire. Cet enseignement comprendra la lecture française, la grammaire française et la composition française.

(4) Là où la langue française est enseignée d'après les stipulations des sous-sections (2) ou (3), tous les élèves des écoles qui ne désirent pas recevoir cette instruction seront profitablement employés à d'autres travaux scolaires pendant qu'on donne cette instruction.

## CAPSULES CRESOBENE

à base de créosote, d'eucalyptol et autres balsamiques  
ANTISEPTIQUES, GERMICIDES et DESINFECTANTS des VOIES RESPIRATOIRES

La Créosote et l'Eucalyptol sont des produits qui s'éliminent par les poumons, et ont été employés de tout temps par la profession médicale dans les cas de GRIPPE (influenza), RHUME DE CERVEAU, ENROUEMENT, RHUME, TOUX, LARYNGITE, EXTINCTION DE VOIX, MAUX DE GORGE, CONGESTION DES POUMONS ; indiqués comme PREVENTIFS des épidémies qui s'introduisent par les voies respiratoires.

Le Collège des Médecins ainsi que les bureaux de santé disent :

"Qu'il faut veiller aux complications pulmonaires. Que la Grippe se contracte par le nez et la bouche, en produisant l'inflammation des bronches, qui conduisent aux poumons."

"Que la Grippe se communique par tout contact direct ou indirect. Que les personnes qui ont déjà souffert de la Grippe sont exposées à la contracter de nouveau. Que l'on use de gargarismes et de vaporisations."

"Qu'il n'y a pas de moyen particulier pour se prémunir contre la Grippe, si ce n'est l'antisepsie des voies respiratoires."

## PREVENTION PAR ANTISEPSIE COMPLETE

## PAR LE NEZ :

Au moyen d'une épingle, piquez deux capsules Crésobène, pressez-en le contenu dans votre mouchoir, et respirez souvent durant la journée, spécialement en voyageant dans les tramways, les wagons de chemins de fer, dans les magasins, les manufactures, les églises, enfin, partout où il y a foule. Le soir, en vous couchant, videz, par le même moyen, deux CAPSULES CRESOBENE dans un linge ou mouchoir bien propre, que vous mettrez sur votre oreiller. Ces odeurs balsamiques sont germicides et rendent la respiration facile. Ce traitement équivaut à la vaporisation.

## PAR LA BOUCHE :

Faites bouillir de l'eau ; remplissez-en une bouteille d'une chopine, ajoutez-y huit CAPSULES CRESOBENE. Bouchez la bouteille, laissez dissoudre et refroidir. Agitez la bouteille, commencez par avaler une petite gorgée de cette solution, ensuite gargarisez-vous trois ou quatre fois par jour. Pour mieux désinfecter la bouche, servez-vous de la brosse à dents. De cette solution balsamique et agréable au goût, on rincera la bouche des enfants trop jeunes pour se gargariser.

## INTERIEUR :

Prenez les CAPSULES CRESOBENE à la dose de six, huit, dix et même douze par jour, suivant l'âge. Deux à la fois pour les adultes et une pour les enfants, à des intervalles réguliers, à moins d'indications spéciales de la part du médecin. Elles peuvent être prises avec du vin, du lait, de la soupe ou quelque autre liquide qui plairait au malade. Cette ingestion d'une assez grande quantité de liquide, en même temps que les CAPSULES, favorise beaucoup l'absorption de la Créosote et de l'Eucalyptol.

Évitez toujours les courants d'air et les refroidissements. Portez des vêtements chauds, et voyez à ce que vous ayez toujours les pieds bien secs.

A la moindre indication de fièvre ou de frisson, restez à la maison, faites venir le médecin et suivez bien ses conseils.

Votre médecin vous dira les effets bienfaisants d'un tel traitement par les CAPSULES CRESOBENE. D'ailleurs, vous en ressentirez immédiatement du soulagement et une sensation de sécurité.

Les voyageurs feront bien de toujours apporter avec eux une boîte de CAPSULES CRESOBENE, ce qui leur permettra de traiter dès le début un rhume qui, si négligé, peut avoir des suites graves.

Les CAPSULES CRESOBENE sont de fabrication difficile, nécessitant des machines spéciales et une grande attention dans le choix et la pureté des produits.

La grande vogue des CAPSULES CRESOBENE peut conduire à l'imitation et spécialement à la substitution. Elles ne sont jamais vendues à la douzaine ou au cent. Depuis qu'il est devenu impossible de se procurer des flacons, à l'avenir les CAPSULES CRESOBENE seront mises sur le marché en boîtes, à 50 cents, ou six boîtes pour \$2.50, chez les marchands de remèdes, ou envoyées par la poste, sur réception du prix, par la Compagnie des CAPSULES CRESOBENE, 272, St-Denis, Montréal.

ACHETEZ LES  
TIMBRES D'ÉPARGNE  
DE GUERRE

En Vente dans tous  
les Bureaux de Mandats-Poste, dans  
les Banques et

PARTOUT OÙ  
CET ÉCUSSONEST EN  
MONTRE

ACHETEZ des Timbres d'Épargne de Guerre, de \$5.00 chacun, apposez-les sur le certificat qui vous sera donné, faites-le inscrire à votre nom, de manière à vous protéger contre le malheur ou l'accident toujours possible. Cette formalité, sur votre simple demande, sera remplie sans frais. Le Jour de l'An 1924, le Canada vous prîera \$5.00, chacun de vos Timbres.

Pour vous rendre plus facile l'achat d'un Timbre d'Épargne de Guerre, il vous est loisible d'acheter des Timbres d'Économie, qui se vendent 25c. chacun. Seize de ces Timbres, apposés sur une Carte d'Économie, seront échangés contre un Timbre d'Épargne de Guerre. Les Timbres d'Économie ne portent pas intérêt. Leur objet est de vous permettre d'appliquer à l'achat d'un Timbre d'Épargne de Guerre, portant un intérêt garanti par le Gouvernement, chaque pièce de 25c. que vous pouvez mettre de côté.

"Si le Gouvernement doit payer de forts intérêts sur l'argent qu'il emprunte, il n'est que juste que chaque homme, chaque femme et chaque enfant en ait le bénéfice." — Sir Thomas White.

\$5.00 pour \$4.00

FUMEZ LE  
**T & B**  
DE TUCKETTS  
PALETTE

Lisez nos annonces et encouragez nos annonceurs.

## PETITES ANNONCES

Vingt-cinq mots ou moins, 25 sous. Un sou par mot supplémentaire. Quatre insertions pour le prix de trois. La copie devra être écrite très lisiblement et être accompagnée du prix de l'annonce.

ON DEMANDE des hommes pour couper du bois à Crutwell, \$1.75 la corde. S'adresser à John Scott, Station de Crutwell, ou à la Prince-Albert Fuel Company, 17ème rue ouest.

Les petites annonces sont le moyen le plus économique pour les Franco-Canadiens de se mettre en relation avec leur compatriotes pour la transaction des affaires. Notre liste des petites annonces allonge toutes les semaines : ceux qui ont employé ce procédé en ont toujours été satisfaits.

A LOUER : Maison de 32x50 pieds, 2 étages. Location idéale comme magasin général, 200 pieds de l'école, Village de Dehden sur la ligne de Big River.

Ecrire à A. HARVEY, Ormaux P.O., Sask.

INSTITUTEURS : On demande deux instituteurs diplômés ou licenciés de la Saskatchewan, pour l'école séparée de Vonda. Salaire \$90 et \$85.

S'adresser au secrétaire de l'école séparée, VONDA, Sask. 9-12-18

SOUVENIR DE FAMILLE : Maria, Baptême, Première Communion. C'est le livre d'or de la famille. Il est destiné à conserver les noms de père et de la mère et des enfants de la famille, avec les dates de tous les événements de leur vie chrétienne. Quel beau livre et combien précieux pour une famille qui en aura rempli les pages ; chacun voudra l'avoir et le conserver. Ne tardez pas à vous le procurer : adressez-vous à l'auteur : M. l'abbé E. P. Chouinard, curé, Saint-Paul de la Croix, Trépanctata, Qué. Prix : 10 sous l'exemplaire, \$2.00 le cent.

Nous avons à vendre, dans le district de Gravelbourg, dans un rayon de quinze milles de la ville, environ vingt-cinq demi sections au prix de vingt-cinq à soixante-cinq dollars l'acre. Une nouvelle église catholique à coût de \$96,000 est en construction et un nouveau couvent de \$125,000 est ouvert le 1er septembre. Gravelbourg est le centre canadien français de la Saskatchewan. Pour détails, s'adresser à L. J. FORCER, agent d'immobilier, GRAVELBOURG, Sask.

## Ne retardez pas

Vos travaux de construction. Nous avons le bois et tout le matériel qu'il vous faut dans notre cour. Stock soigné et bien sec. Nous vous le délivrerons au temps désiré. Que votre commande soit grosse ou petite, nous vous la fournirons au plus bas prix et vous garantissons satisfaction. Escompte de 10 p.c. au comptant.

McDiarmid Lumber Co.

Téléphone 2731 Le soir 2345



## DESMARIS &amp; ROBITAILLE Ltée

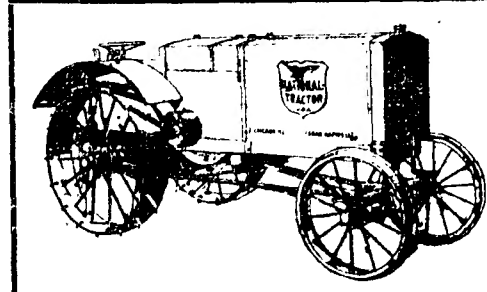
19 et 21 Notre-Dame Ouest, Montréal, P.Q.

Marchands d'Ornements d'Eglise, Vases Sacrés. Bronzes, Statues, Chemins de Croix, etc. Articles religieux, Livres de prières, Images, etc. Spécialité : Confection de bannières, drapeaux, etc. pour Congrégations ou sociétés. Vin de messe, Huile d'olive, Clerges, Encens, etc. Catalogues envoyés sur demande.

VENEZ VOIR LE

## National 12-22

Le tracteur dont toute la Saskatchewan parle



## Le tracteur "National" convient pour tous les travaux de la ferme

Il laboure, disque, herse, moissonne, bat, charroie, et quand le temps des semences, des moissons et des transports est passé, il est prêt pour tout travail que peut faire une machine stationnaire. Il ne rechigne jamais, ne fatigue jamais, n'est jamais malade, ne meurt jamais. Il ne mange que quand il travaille et sa seule nourriture est du pétrole bon marché ou de la gazoline. Avec lui vous économisez les salaires de plusieurs hommes, la dépense de chevaux coûteux, le prix de leur nourriture et de leur harnachement. Vous avez un grand avantage à vous servir d'un tracteur National.

Si vous commandez votre National maintenant, vous serez sûr de l'avoir pour vos travaux du printemps :

SEUL DISTRIBUTEUR POUR LE NORD DE LA SASKATCHEWAN

## Tractor Service Co.

Edifice Harphill Prince-Albert, Sask.

Notre devise : SERVICE D'ABORD

REMPLISSEZ CE COUPON ET ENVOYEZ-LE DES AUJOURD'HUI :

TRACTOR SERVICE Co.  
Prince-Albert, Sask.

Veuillez s'il vous plaît, envoyer votre catalogue du tracteur à pétrole National 12-22 à :

NOM .....

ADRESSE .....